

## Doctrines

### Législation Communautaire

#### Bourse et marchés financiers

- (045130) Passeport et commercialisation des fonds, par PAILLER Pauline (Revue trimestrielle de droit financier 2013, n°spécial, p.48-51)
- (045129) Regard sur les fonds de dettes, par LACROIX Frédéric (Revue trimestrielle de droit financier 2013, n°spécial, p.43-47)
- (045128) La notion de fond d'investissement alternatif (FIA), par TORCK Stéphane (Revue trimestrielle de droit financier 2013, n°spécial, p.40-42)

### Législation Internationale

#### Procédure

- (045164) L'Alien Tort Statute devant la Cour Suprême des Etats-Unis : territorialité, diplomatie judiciaire ou économie politique?, par MUIR WATT Horatia (Revue critique de droit international privé 2013, n°3, p.595-605)

### Législation Nationale

#### Banque

- (045629) Droit des moyens et services de paiement : actualité octobre-début novembre 2013, par STORRER Pierre (Banque 2013, n°766, p.88)

- (045480) Loi de séparation et de régulation des activités bancaires : incidences sur les relations des banques avec leur clientèle, par ROUSSILLE Myriam (J.C.P. E. 2013, n°48, p.31-39)

## **Bourse et marchés financiers**

- (045127) Directive AIFM : les enjeux pour l'AMF, par VIEILLEFOND Edouard (Revue trimestrielle de droit financier 2013, n°spécial, p.36-39)

## **Civil**

- (045567) Prescription extinctive et pratique notariale, par PUYGAUTHIER Jean-Luc (J.C.P. N. 2013, n°49, p.19-54)

## **Procédure**

- (045616) Le code des procédures civiles d'exécution, entre rénovation et conservation, (Droit et patrimoine 2013, n°231, p.33-64)

## **Public**

- (045494) Bientôt des autorités administratives indépendantes territoriales, par MENEURET Jean-Jacques (J.C.P. G. 2013, n°49, p.2231-2238)

## **Sociétés et autres groupements**

- (045543) La gouvernance des sociétés cotées, (J.C.P. E. 2013, n°47, p.17-73)
- (045194) Les cessions de droits sociaux, par COURET Alain (Revue de l'arbitrage 2013, n°3, p.652-671)

## Législation Nationale

### Assurances

- (045463) **Précisions sur la notion de disparition d'une unité de compte**  
Pour la première fois, la Cour de cassation se prononce sur la notion de disparition d'une unité de compte, évènement qui oblige l'assureur à lui substituer une autre unité de compte. La Cour régulatrice retient une définition purement juridique. Ainsi, l'impossibilité d'évaluer une unité de compte n'oblige pas l'assureur à lui substituer une autre unité de compte. (Cass.Civ. - 04/07/13 - 12-21842 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2013, n°12, p.591 - note de LEROY Michel)

### Banque

- (045579) **L'obligation de conseil du banquier est relative**  
Ayant constaté que lorsque la banque avait émis ses offres de prêt, elle avait connaissance du compromis de vente du terrain, du dossier de demande de permis de construire et d'une estimation des travaux, corps d'état par corps d'état, portant le cachet de l'architecte et retenu qu'au vu de ces documents, la banque était fondée à considérer que la construction devait être réalisée dans le cadre d'un contrat de maîtrise d'œuvre conclu avec un architecte, et de marchés de travaux, une cour d'appel a pu en déduire que la banque n'avait pas commis de faute. (Cass.Civ. - 09/10/13 - 12-24900 : Revue de droit immobilier 2013, n°12, p.592 - note de TOMASIN Daniel)
- (045542) **Le compte paypal est-il assimilé à un compte ouvert à l'étranger ?**  
Un compte ouvert auprès de la société Paypal Europe constitue-t-il un compte étranger soumis à l'obligation de déclaration ? (Tribunal administratif - Pau - 14/11/13 : Petites Affiches 2013, n°228, p.4 - note de PERROTIN Frédérique)
- (045403) **Emprunts toxiques: les collectivités territoriales, des emprunteurs comme les autres**  
La chambre régionale des comptes d'Auvergne, Rhône-Alpes a rendu un avis budgétaire, prononcé à la demande du préfet, sur la décision du département de l'Ain de suspendre le règlement des intérêts d'emprunts contractés auprès du Crédit agricole mutuel Centre-Est. Un avis qui rend compte une fois encore de la difficulté pour une collectivité territoriale de se soustraire au paiement d'intérêts devenus «toxiques». (Autres juridictions - Auvergne, Rhône-Alpes - 17/09/13 : Revue Lamy)

## Bourse et marchés financiers

- (045458) **Affaire EEM : florilège ou ballon de baudruche ?**

En réponse à la notification d'une impressionnante liste de griefs (défaut de déclaration de franchissement de seuil et de dépôt d'une OPA obligatoire, publication tardive des comptes, manquement d'initiés...) visant près de dix personnes physiques et morales, la commission des sanctions de l'AMF prononce des sanctions somme toute limitées (dans leur montant) et dont il n'est pas certain qu'elles résistent à leur examen par la cour d'appel de Paris, pour peu que celle-ci ait bien été saisie d'un recours par l'un des principaux mis en cause. (Commission des sanctions de l'AMF - 25/07/13 : Bulletin Joly Bourse et produits financiers 2013, n°12, p.577 - note de MARTIN LAPRADE Frank)

## Civil

- (045423) **Désignation d'un tiers administrateur des biens donnés ou légués et intérêt de l'enfant**

L'article 389-3, alinéa 3 du code civil dispose que les biens donnés ou légués à un mineur sous la condition qu'ils seront administrés par un tiers ne sont pas soumis à l'administration légale. La Cour de cassation a récemment estimé que viole ce texte la cour d'appel qui répute non écrites les dispositions d'un testament désignant le grand-père de l'enfant pour administrer les biens légués à ce dernier au motif que cette désignation est contraire à l'intérêt de l'enfant, ajoutant ainsi à la loi une disposition qu'elle ne comporte pas. (Cass.Civ. - 26/06/13 - 11-25946 : Répertoire du Notariat Defrénois 2013, n°19, p.972 - note de MASSIP Jacques)

## Commercial

- (045281) **Apport partiel d'actif et contrat de franchise : quand les exigences de preuve contrarient la transmission universelle du patrimoine.**

Est irrecevable la demande en paiement d'une créance en indemnisation pour rupture anticipée d'un contrat de franchise, lorsque la société demanderesse, soutenant être bénéficiaire d'un apport partiel d'actif, n'a toutefois ni justifié du transfert, à son profit, du contrat de franchise - dans sa partie approvisionnement -, ni n'a démontré être venue aux droits de la société apporteuse avec le consentement du franchisé. (Cass.Com - 19/03/13 - 12-16081 ; Revue des sociétés 2013, n°11, p.618 - note de AMIEL-COSME Laurence)

## Garantie

- (045573) **Validité du cautionnement (C. consom., art. L. 341-2 s.) : nouvelles précisions sur l'atténuation du formalisme des mentions manuscrites**

Ces arrêts, ont trait à la validité des engagements de caution qui ne respectent pas le formalisme strict prévu aux articles L. 341-2 et L. 341-3 du code de la consommation. Ces décisions peuvent être classées selon trois modalités de non-respect du formalisme, d'inégale importance : la première couvre une simple erreur de ponctuation ou/et de majuscule, la seconde plus importante concerne un oubli de termes dans les formules des articles L. 341-2 et L. 341-3 du code de la consommation et la troisième la place de la signature de l'engagement de caution, conformément à l'article L. 341-2 du code de la consommation. (Cass.Civ. - Cass.Com - 11/09/13 - 17/09/13 - 12-19094 - 12-13577 ; Cass.Com - 01/10/13 - 12-20278 : Revue de droit immobilier 2013, n°12, p.585 - note de HEUGAS-DARRASPEN Henri)

## Procédure

- (045564) **Titre exécutoire sur titre exécutoire ne vaut ?**  
Attendu que le créancier titulaire d'un titre exécutoire notarié pouvant interrompre le délai de prescription par l'engagement d'une mesure conservatoire ou d'une mesure d'exécution forcée, la volonté d'interrompre ce délai ne saurait justifier, en elle-même, l'introduction d'une action en liquidation de la créance constatée par le titre exécutoire. (Cass.Civ. - 16/10/13 - 12-21917 : J.C.P. E. 2013, n°50, p.2265 - note de CROZE Hervé)

## Procédures collectives

- (045549) **La demande en extension de procédure ne présente pas de caractère exclusif**  
Les dispositions de l'article R.631-2, al. 2 du code de commerce, dans sa rédaction antérieure au décret du 12 février 2009, rendu applicable à la liquidation judiciaire par l'article R.640-1 du code de commerce, suivant lesquelles la demande d'ouverture d'une procédure de redressement ou de liquidation judiciaires est, à peine d'irrecevabilité qui doit être soulevée d'office, exclusive de toute autre demande, ne s'appliquent pas à la demande d'extension d'une telle procédure. (Cass.Com - 09/07/13 - 12-16635 : J.C.P. E. 2013, n°47, p.74 - note de LEGROS Jean-Pierre)

## Sociétés et autres groupements

- (045318) **Le fondateur dépressif, son exclusion et les avantages particuliers dans une SAS**

Le fondateur d'une SAS qui transfère à la société ses droits sur une invention et conclut un pacte d'associés ne peut obtenir la nullité de ces actes pour vice du consentement non établi. Cet associé, ayant exercé puis démissionné des fonctions de membre du conseil de surveillance de la société, dont les pouvoirs étaient en réalité ceux d'un conseil d'administration, peut être statutairement exclu. Il n'y a pas lieu de désigner un commissaire aux avantages particuliers, cette procédure étant non requise dans la SAS et en tout état de cause s'agissant d'avantages consentis dans un pacte et non à titre statutaire. (Cour d'appel - Paris - 20/06/13 : Bulletin Joly Sociétés 2013, n°11, p.733 - note de PERIN Pierre-Louis)

- (045233) **Suites de l'épopée jurisprudentielle sur le régime des clauses statutaires d'exclusion dans les SAS**

Il n'entre pas dans les pouvoirs du juge de se substituer aux organes de la société en ordonnant la modification d'une clause statutaire au motif que celle-ci serait contraire aux dispositions légales impératives applicables. (Cass.Com - 09/07/13 - 11-27235 ; Cass.Com - 09/07/13 - 12-21238 : Dalloz 2013, n°39, p.2627 - note de AIT-AHMED Faroudja)

## Textes

### Législation Communautaire

#### Banque

- (045792) Décision 2013/798/PESC du Conseil du 23 décembre 2013 concernant des mesures restrictives à l'encontre de la République centrafricaine (J.O.U.E. série L n°352 du 24/12/13, p.51)
- (045791) Décision d'exécution du Conseil du 16 décembre 2013 mettant en œuvre le règlement (UE) n° 1024/2013 du Conseil du 15 octobre 2013 confiant à la Banque centrale européenne des missions spécifiques ayant trait aux politiques en matière de surveillance prudentielle des établissements de crédit (J.O.U.E. série L n°352 du 24/12/13, p.50)

- (045788) Règlement (UE) n° 1409/2013 de la Banque centrale européenne du 28 novembre 2013 concernant les statistiques relatives aux paiements (BCE/2013/43) (J.O.U.E. série L n°352 du 24/12/13, p.18)

## **Public**

- (045709) Règlement (UE) n° 1375/2013 de la Commission du 19 décembre 2013 modifiant le règlement (CE) n° 1126/2008 de la Commission portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la norme comptable internationale IAS 39 (J.O.U.E. série L n°346 du 20/12/13, p.42)
- (045707) Règlement (UE) n° 1374/2013 de la Commission du 19 décembre 2013 modifiant le Règlement (CE) n° 1126/2008 portant adoption de certaines normes comptables internationales conformément au règlement (CE) n° 1606/2002 du Parlement européen et du Conseil, en ce qui concerne la norme comptable internationale IAS 36 (J.O.U.E. série L n°346 du 20/12/13, p.38)

## **Sociétés et autres groupements**

- (045747) Règlement (UE) n° 1287/2013 du Parlement européen et du Conseil du 11 décembre 2013 établissant un programme pour la compétitivité des entreprises et des petites et moyennes entreprises (COSME) (2014 – 2020) et abrogeant la décision n° 1639/2006/CE (J.O.U.E. série L n°347 du 20/12/13, p.33)

## **Législation Nationale**

### **Assurances**

- (045715) Arrêté du 13 décembre 2013 portant majoration de certaines rentes viagères (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20738 )

### **Banque**

- (045778) Avis du 23 décembre 2013 relatif à l'application des articles L. 313-3 du code de la consommation et L. 313-5-1 du code monétaire et financier concernant l'usure (J.O. n°299 du 26/12/13, p.21426)

- (045776) Convention du 23 décembre 2013 entre l'Etat et « BPI-Groupe » relative au programme d'investissements d'avenir (action « Développement de l'économie numérique » - « Soutien aux usages, services et contenus numériques innovants, volet "Subventions et avances remboursables" ») (J.O. n°299 du 26/12/13, p.21303)
- (045770) Avenant n° 3 du 23 décembre 2013 à la convention entre l'Etat et BPI-Groupe (ex-Oseo) relatif à l'abondement du Fonds national de garantie « Innovation des PME et TPE » de la priorité 1 et à l'abondement de la priorité 2 « Renforcement de la compétitivité des filières stratégiques françaises » (action « Financement des entreprises innovantes - états généraux de l'industrie », mesure « renforcement de la compétitivité des PMI et des filières industrielles stratégiques ») (J.O. n°299 du 26/12/13, p.21293 )

## **Bourse et marchés financiers**

- (045739) Avis relatif à la composition de la commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20826 )
- (045737) Avis relatif à la composition du collège de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20825)
- (045734) Arrêté du 18 décembre 2013 portant nomination à la commission des sanctions de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20815 )
- (045732) Arrêté du 18 décembre 2013 portant nomination au collège de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20815)
- (045712) Arrêté du 11 décembre 2013 portant homologation de modifications du règlement général de l'Autorité des marchés financiers (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20693 )



## **Environnement**

- (045746) Arrêté du 20 décembre 2013 modifiant l'arrêté du 29 décembre 2010 modifié relatif aux modalités d'application du dispositif des certificats d'économies d'énergie (J.O. n°297 du 22/12/13, p.20)
- (045745) Décret n° 2013-1199 du 20 décembre 2013 modifiant le décret n° 2010-1663 du 29 décembre 2010 relatif aux obligations d'économies d'énergie dans le cadre du dispositif des certificats d'économies d'énergie et le décret n° 2010-1664 du 29 décembre 2010 relatif aux certificats d'économies d'énergie (J.O. n°297 du 22/12/13, p.20917)

## **Immobilier et urbanisme**

- (045720) Ordonnance n° 2013-1184 du 19 décembre 2013 relative à l'amélioration des conditions d'accès aux documents d'urbanisme et aux servitudes d'utilité (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20779)

## **Public**

- (045771) Convention du 23 décembre 2013 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations relative au programme d'investissements d'avenir (action « Capital risque - capital développement technologique ») (J.O. n°299 du 26/12/13, p.21296 )
- (045769) Avenant n° 3 du 23 décembre 2013 à la convention du 2 septembre 2010 entre l'Etat et la Caisse des dépôts et consignations (J.O. n°299 du 26/12/13, p.21291 )
- (045768) Décret n° 2013-1204 du 23 décembre 2013 relatif à l'organisation et au fonctionnement de la Haute Autorité pour la transparence de la vie publique (J.O. n°298 du 24/12/13, p.21094)
- (045760) Loi n° 2013-1201 du 23 décembre 2013 autorisant l'approbation de l'avenant à la convention entre le Gouvernement de la République française et le Gouvernement du Canada tendant à éviter les doubles impositions et à prévenir l'évasion fiscale en matière d'impôts sur le revenu et la fortune (J.O. n°298 du 24/12/13, p.21034 )

- (045744) Arrêté du 19 décembre 2013 relatif au recouvrement des impositions dues à raison du traitement par la direction nationale des vérifications de situations fiscales d'actes ou de déclarations liés à la détention d'avoirs à l'étranger (J.O. n°296 du 21/12/13, p.20843)
- (045743) Décret n° 2013-1193 du 19 décembre 2013 relatif à l'homologation des rôles et à l'établissement des avis de mise en recouvrement des impositions résultant du traitement par la direction nationale des vérifications de situations fiscales d'actes ou de déclarations liés à la détention d'avoirs à l'étranger non déclarés (J.O. n°296 du 21/12/13, p.20843)
- (045728) Décret n° 2013-1188 du 18 décembre 2013 relatif à la durée de validité et aux conditions de délivrance et de renouvellement de la carte nationale d'identité (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20783 )
- (045726) Ordonnance n° 2013-1185 du 19 décembre 2013 relative au taux de garantie que les collectivités territoriales et leurs groupements peuvent apporter à des emprunts souscrits par un concessionnaire d'aménagement (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20781)

## **Social**

- (045763) Loi n° 2013-1203 du 23 décembre 2013 de financement de la sécurité sociale pour 2014 (J.O. n°298 du 24/12/13, p.21034)
- (045742) Décret n° 2013-1192 du 19 décembre 2013 révisant le barème des saisies et cessions des rémunérations (J.O. n°296 du 21/12/13, p.20842)
- (045730) Décret n° 2013-1190 du 19 décembre 2013 portant relèvement du salaire minimum de croissance (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20809)
- (045717) Arrêté du 13 décembre 2013 fixant le plafond de ressources de l'année 2012 applicable en 2014 pour l'octroi des majorations aux rentes viagères constituées à compter du 1er janvier 1979 (J.O. n°295 du 20/12/13, p.20739 )